

# Où en est la Serbie ?

Après avoir été mise au banc de l'Europe, la Serbie se rapproche de l'Union européenne sans renier son amitié ancestrale avec la Russie, tandis que le Kosovo, où les Serbes sont durement persécutés, s'enfoncent dans la criminalité organisée. Panorama de la situation.

par Ivana Gajic

**L**a Serbie est devenue un immense chantier. Depuis la fin des inondations qui avaient frappé le pays de plein fouet en mai dernier, provoquant la mort de 51 personnes, civils et professionnels serbes se sont réunis sur le terrain pour faire face à l'épreuve de la reconstruction. Selon la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), les intempéries ont causé deux milliards d'euros de dégâts dont le quart sera couvert par l'aide internationale, le reste étant à la charge des citoyens. Une énième tasse à boire pour les sept millions de Serbes qui, pour un million d'entre eux, ont déjà été durement sinistrés.

Si les eaux se sont retirées des terres balkaniques, elles se sont en revanche maintenues sur la scène diplomatique serbe. Prises dans les remous de la crise ukrainienne, les autorités officielles de Belgrade se livrent à une nage entre

deux eaux. Car la question de la Crimée a fait des vagues en Serbie en faisant remonter à la surface le précédent du Kosovo ainsi que ses relations bilatérales avec la Russie à l'épreuve de ses ambitions européennes et des pressions qui en découlent.

Il semblerait qu'en réalité, aidée par son allié russe, la Serbie mène avec agilité une politique de relance économique tout en se créant une nouvelle position stratégique dans la région, quinze ans après la guerre du Kosovo qui l'avait mise au ban de l'Europe.

**L**a Serbie entre le marteau russe et l'enclume de l'Union européenne (UE)? Depuis l'éclatement de la crise ukrainienne en novembre 2013, la diplomatie serbe se livre à un subtil jeu d'équilibriste entre l'Union européenne, avec qui les négociations d'adhésion ont été ouvertes en janvier

dernier, et la Russie, dont elle n'entend pas s'aliéner le traditionnel soutien. « *Il est hors de question d'imposer des sanctions à la Russie. Nous ne voulons pas changer nos rapports avec l'UE et la Russie. Nous ne voulons pas choisir. Nous voulons rester en dehors du conflit qui les oppose* », a déclaré récemment le président serbe Tomislav Nikolic, résumant les sentiments de toute une nation, majoritairement russophile. Au-delà de l'embarras de circonstance, il se profile à Belgrade une double stratégie envers l'UE et la Russie, finement menée.

Car les relations bilatérales russo-serbes ne se limitent pas à une amitié fraternelle séculaire, elles se nourrissent aussi d'investissements industriels et de projets stratégiques. Au premier rang desquels le projet de construction du gazoduc « South Stream » porté par les sociétés russe Gazprom et italienne ENI.

« *South Stream est un projet d'intérêt national* », affirme Ivica Dacic, ministre des Affaires étrangères de Serbie. Pour son homologue russe, cette déclaration vient à point nommé puisqu'au même moment la Bulgarie voisine venait de décider de « geler » la construction du gazoduc à la suite de pressions de l'UE.

Il faut dire que la Serbie a tout intérêt à voir le projet énergétique se concrétiser. Avec un tronçon de gazoduc de plus de 400 km prévu sur son territoire, la Serbie renforce sa sécurité énergétique jusqu'alors tributaire d'un seul circuit de livraison qui achemine le gaz par l'Ukraine.

Sur le plan économique, les intérêts du projet sont également majeurs car il faut ajouter aux revenus issus du paiement du droit de passage du gazoduc sur son territoire, la création de milliers d'emplois qui en découleront.

**Les îlots chrétiens du Kosovo séparés de l'océan musulman par des fils barbelés.**



D'un point de vue politique, avec le projet South Stream, la Serbie compte dissiper les tentations autonomistes de la Voïvodine, province autonome située au nord du pays, en accroissant la prospérité de la région où se trouvera le réservoir de Banatski Dvor.

La Serbie s'inscrit donc dans une politique globale de redressement dont l'énergie sera le principal moteur tout en se façonnant une place de partenaire-clé dans la région.

Aussi, sous des airs de ballets diplomatiques hésitants et maladroits, la Serbie mène une double stratégie bien rodée envers ses partenaires européens et russes. Elle affirme même publiquement qu'une étroite collaboration avec la Russie n'entre pas en contradiction

## Solidarité Kosovo

**A**u Kosovo, les chrétiens ne sont plus que 120 000 face à une majorité musulmane écrasante dont l'hostilité les a condamnés à un ostracisme forcé. Regroupés dans des « enclaves », ces villages cernés de fils barbelés, les familles serbes vivent dans un dénuement total. Citoyens de seconde zone, les Serbes subissent une véritable ségrégation : ils sont sans emploi, placés hors du système de soins, interdits de transports publics, avec un espace de vie limité. Depuis ces prisons à ciel ouvert, les chrétiens se disent vulnérables et angoissés par les persécutions qu'ils subissent à répétition. Si les actes de violence antichrétienne n'ont pas altéré la foi des Serbes du Kosovo, les îlots chrétiens qu'ils constituent s'enfoncent dans une situation humanitaire dramatique.

C'est de cette urgence qu'est née Solidarité Kosovo en 2004. Emportée par l'élan de solidarité d'une poignée de jeunes Français, cette association française est devenue en dix ans de travail inlassable, un acteur incontournable d'aide aux chrétiens du Kosovo.

L'actualité brûlante au Kosovo en 2014 a conduit l'ONG française à s'engager dans un chantier humanitaire d'envergure dont l'objectif est de protéger le monastère de Visoki Decani des menaces d'extrémistes (quatre attaques à la grenade ces dix dernières années). Solidarité Kosovo construit une haute muraille surmontée de barbelés, qui aura pour objectif de sécuriser l'enceinte du monastère et de protéger les trente moines qui y vivent.

Nous invitons tous les lecteurs qui le souhaitent à apporter une pierre à cet « anneau de protection » en effectuant un don (1).

**Pierre Louis ■**

(1) Par chèque : en libellant l'ordre à Solidarité Kosovo, BP 1777, 38220 Vizille. Tél. 09 70 40 56 45. Site : [www.solidarite-kosovo.org](http://www.solidarite-kosovo.org) (Solidarité Kosovo étant reconnue d'intérêt général, chaque don ouvre droit à une déduction d'impôt correspondant à 66 % du montant du don).

## ■ Le signe de paix



par  
Loïc  
Mérian

**L**e 12 juillet dernier, le cardinal Canizarès Llovera, préfet de la Congrégation pour le Culte divin, écrivait aux évêques pour leur présenter une « lettre circulaire » de son dicastère sur « la signification rituelle du don de la paix pendant la messe ». Lettre circulaire datée du 8 juin 2014 et approuvée la veille par le pape François qui en a ordonné publication.

Il est remarquable que ce texte soit passé quasiment inaperçu en France, il est d'ailleurs impossible d'en avoir une version intégrale en français sur internet, pas même sur le site de la Congrégation pour le Culte divin ! Est-ce dû au fait qu'il ait été rendu public en pléines vacances ou est-ce en raison d'une certaine réticence bien française à recevoir tout ce qui vient de Rome dès lors qu'il s'agit de corriger des abus liturgiques ? En effet, dans sa lettre aux évêques, le cardinal Canizarès Llovera explique que ce texte « se propose aussi de corriger des abus précis qu'il convient, avec toute détermination, d'éradiquer pour le bien des fidèles et pour l'amour à Jésus au Très Saint sacrement ».

**C**ette réflexion sur le geste de paix durant la messe trouve son origine au synode des évêques sur l'Eucharistie, en 2005. La question avait été posée de l'opportunité de maintenir ou non ce geste et de le déplacer à un autre moment de la célébration liturgique. La Congrégation pour le Culte divin a ainsi consulté en 2008 les conférences épiscopales pour recueillir leur avis et celui-ci fut unanime pour le maintenir là où il se trouve actuellement entre le *Pater* et l'*Agnus Dei*.

Fort de cette unanimité, le texte romain précise néanmoins qu'« il ne s'agit pas d'inviter "automatiquement" à échanger le signe de la paix » et même « on peut l'omettre et, parfois, il doit être omis » (n. 6-a) : un prêtre peut donc fort bien estimer que ce geste n'est pas opportun. S'il est conservé, « il a paru toutefois opportun de modérer ce geste, qui peut prendre des expressions excessives, suscitant un peu de confusion dans l'assemblée juste avant la Communion » (n. 3). C'est pourquoi, poursuit le texte romain, on veillera « à proscrire définitivement certains abus comme : 1/ l'introduction d'un "chant pour la paix", qui n'est pas prévu dans le Missel romain ; 2/ pour les fidèles, le fait de se déplacer pour échanger entre eux le signe de la paix ; 3/ pour le prêtre, le fait de quitter l'autel pour donner la paix à quelques fidèles ; 4/ le fait que le geste de paix soit l'occasion d'exprimer des congratulations, des vœux de bonheur ou des condoléances aux personnes présentes... » (n. 6-c).

Des préconisations de bon sens dont on ne peut qu'espérer qu'elles seront suivies d'effet. Mais pour cela, encore faudrait-il qu'elles soient connues...

**L.M. ■**

Enfants serbes du Kosovo aidés par l'association Solidarité Kosovo.



avec ses projets d'adhésion à l'UE. « La Serbie aspire à adhérer à l'UE. Tel est notre intérêt national et d'État, mais cela ne se fera aucunement contre la Russie ni au détriment de la Russie », résumait le ministre serbe des Affaires étrangères.

« La Serbie est l'un des rares États européens à avoir conservé des relations amicales avec Moscou depuis le début de la crise ukrainienne », écrivait dans ses pages de juin le quotidien russe *Kommersant*.

Hasard curieux: il y a tout juste quinze ans, c'était la Serbie que la crise du Kosovo enfermaient dans un isolement diplomatique. Belgrade ne comptait alors que quelques rares alliés dont le plus ostentatoire d'entre eux... la

Russie. À l'époque, alors que le Kosovo déclarait son indépendance sur le principe du « droit à l'autodétermination des peuples », Vladimir Poutine s'adressait à l'Occident en ces termes: « C'est un précédent dangereux. Un jour, cela vous reviendra dans la gueule. » En 2014, nous y sommes. L'affaire de la Crimée incarne « l'effet boomerang » annoncé.

**D'un Kosovo à l'autre: le cas de la Crimée.** À quinze ans d'intervalle, les mêmes facteurs pourraient produire les mêmes effets.

Le Kosovo est une province historiquement serbe administrée depuis 1999 par les Nations Unies et qui est peuplée majoritairement par des Albanais. Parmi ses 2 millions d'habitants, 90 % sont Albanais musulmans et seulement 10 % sont Serbes orthodoxes alors qu'autrefois, les chrétiens y étaient majoritaires. En moins d'un siècle, le Kosovo a connu un renversement démographique qui deviendra le point d'appui des revendications séparatistes albanaises. Si bien que le 17 février 2008,

les Albanais du Kosovo proclament l'indépendance du territoire. Belgrade, qui refuse de reconnaître le nouveau statut autoproclamé de sa province, s'expose aux sanctions des pays parrains d'un Kosovo indépendant parmi lesquels les États-Unis, l'Allemagne et la France. Les mêmes qui, le 24 mars 1999, avaient bombardé la Serbie durant 78 jours par le bras armé de l'OTAN, provoquant la mort de 4000 personnes et 10 000 blessés dont les deux tiers étaient des civils. En guise de dernier tour de vis donné au volet juridique, la Cour internationale de justice déclare, dans son arrêté du 22 juillet 2010, l'indépendance du Kosovo en conformité avec le droit international.

C'est justement ce même arrêt que Vladimir Poutine agite aujourd'hui pour défendre la sécession de la Crimée. La Crimée, province autonome d'Ukraine, réclame son indépendance appuyée par Moscou à l'instar du Kosovo parrainé par l'OTAN et certains pays de l'UE. Si la logique veut qu'une majorité, en un lieu, décide l'indépendance de son territoire, de manière unilatérale, alors le droit à l'autodétermination devrait être accordé aux 2 millions de Russes en Crimée comme il avait été accordé aux 2 millions d'Albanais du Kosovo. À moins que les droits soient à géométrie variable toujours distribués selon certains intérêts? Car les Bernard Kouchner d'hier, militants pour un Kosovo indépendant, sont devenus les Bernard-Henri Lévy d'aujourd'hui, fervents soutiens du nouveau pouvoir ukrainien contre la Russie, illustrant à eux seuls l'aberration politique française en matière d'affaires étrangères.

Mais il est vrai que le parallèle entre ces deux territoires connaît des limites, car si la Crimée a été conquise au XVIII<sup>e</sup> siècle sur les Tatars musulmans, elle n'est pas pour autant le berceau de la nation russe. Alors que le Kosovo l'est pour la Serbie. Car c'est sur ce petit territoire ingrat des Balkans qu'est né le premier État serbe. C'est précisément là où saint Sava fonda l'Église orthodoxe serbe au XIII<sup>e</sup> siècle et où, quelques années plus tard, les Serbes se posèrent en bouclier de l'Europe chrétienne, vaincus par l'armée ottomane sur le champ de Kosovo Polje en 1389. L'équivalent d'un « Poitiers » serbe, ici perdu. Réduit à un lyrisme dépassé, le plaidoyer pour un Kosovo serbe n'est plus entendu.

C'est ainsi qu'autrefois, sur ce territoire du Kosovo-Métochie dont l'origine grecque « métohia/on » désigne « la terre aux églises », la densité d'églises était la plus forte en Europe. Autrefois, c'était avant les pogroms antichrétiens de 2004. Au cours desquels, pour la seule journée du 17 mars 2004, 19 personnes ont été tuées, 5000 foyers chrétiens ont été chassés et 34 églises ont été détruites.



**« La Serbie aspire à adhérer à l'Union européenne, mais cela ne se fera aucunement contre la Russie. »**



par  
Paul-  
Marie  
Coûteaux

## ■ L'Europe aux cent drapeaux

Vendredi 19 septembre. S'il est un pays que j'ai grande envie de visiter, c'est bien l'Écosse, dont on parle tant ces temps-ci. J'aimerais voir Syracuse, certes, mais Édimbourg non moins – par exemple en ces jours d'été où s'y déroulent, à ce qu'on dit, d'affriolants festivals, ou bien à l'autonne quand le promeneur marche sans fin sur les landes, parmi les côtes découpées et les brumes fraîches qu'on va réchauffer dans un pub. Je dis « pays », car certes l'Écosse est un pays, un sacré pays mystérieux et nécessaire et je veux bien citer tous les pays au même champ d'honneur, « *la verte Écosse et la brune Italie, et la Grèce ma mère où ce miel est si doux...* », mais je n'imagine pas que tous les « pays », comme il s'en compte plus de cent en Europe, puissent jamais devenir autant d'États – ni que Londres, qui régna sur les terres de multiples continents voie son magistère s'arrêter sur le pauvre bord de la rivière Tweed...

Soyons sérieux : l'entreprise de démantèlement de l'Europe répond certes à un besoin des peuples, mais elle répond aussi et surtout à une entreprise obstinée de démantèlement des États qui n'a rien d'anodin et ce fut heureux que les Écossais aient repoussé l'idée de créer un État indépendant par une nette majorité de 55,37 % contre 44,63 % – d'autant plus nette que la participation (85 %) montre qu'on a pris la chose à cœur.

Un besoin des peuples, les petits États ? Qui s'en étonnerait, dès lors que les grands États se laissent entortiller, d'une part dans la supra-nationalité européenne qui les neutralise et les rend inaccessibles aux grandes affaires pour cause de « solidarité communautaire », d'autre part dans un multiculturalisme qui leur interdit de faire valoir la continuité de leur civilisation séculaire, et que, grignotés d'un côté par la supra-nationalité, de l'autre par les communautarismes, ils ne remplissent plus leur fonction identitaire ; or, à l'identité, les êtres tiennent, en ce qu'elle est le seul repère qui les arrache à la vie solitaire et close pour les inscrire dans le temps et l'espace : il leur en faut bien une !

Hélas, la multiplication des irrédentismes à travers l'Europe (en Espagne, en Italie, en Hongrie, en Russie, en France aussi...) répond plus sournoisement à une politique rationnelle, menée par tous ceux qui ont intérêt à régner sur un continent en miettes, cette « *Europe aux cent drapeaux* » qui donne son titre à une puissante organisation allemande. Pierre Hillard a bien montré les « ambiguïtés » de la politique européenne de l'Allemagne (1), qui, protégée par son organisation fédérale, s'obstine à encourager les sécessions chez ses voisins – au point que deux agents allemands furent pris dans un coup de filet contre l'ETA...

L'Allemagne n'est pas seule en cause : le vieux « *Divide ut imperare* » va bien au-delà, et la soudaine excitation écossolâtre des médias et de l'« Établissement » mondialiste disait tout de l'intention secrète : de quel poids pèseraient les quelque cent États européens redécoupés en « pays », et les milliers de petits États qui procéderaient de la dislocation de tous les États-nations à travers le monde face aux puissances économiques, financières ou mafieuses que plus aucune puissance légitime ne pourrait contrôler ? A-t-on songé à ce que serait un monde sans État, ou parsemé d'États si faibles qu'ils ne seraient plus capables d'imposer quelque droit que ce soit aux puissances de fait ?

Le référendum écossais avait donc un immense enjeu et il est souhaitable que le Royaume Uni, cible des europiomanes lui reprochant son récurrent euro-scepticisme, sorte renforcé de l'épreuve ; et, surtout, que les grands États, s'ils veulent éviter l'effondrement du droit, c'est-à-dire l'anarchie, retrouvent le courage et la liberté d'être eux-mêmes pour garantir à la fois aux hommes un accès au monde et à l'histoire en faisant vivre, chacun avec sa pluralité propre, la diversité du monde, qui est sa beauté même.

P.-M. C. ■

(1) Pierre Hillard, *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions*, ouvrage paru en 2001 chez F.-X. de Guibert que j'ai eu l'honneur de préfacier.

Mais ces pogroms ne sont pas des faits isolés puisqu'ils s'inscrivent dans une démarche de destruction systématique du patrimoine chrétien. Depuis quinze ans, 150 monastères ont été dynamités au Kosovo-Métochie.

Le Kosovo a été *de facto* arraché à la Serbie. Si son fidèle allié russe n'a pas réussi à protéger ses racines, il est fort probable qu'il soit en revanche un appui décisif dans son redressement régional grâce au prochain investissement énergétique que Moscou prévoit d'opérer dans les Balkans. Au moyen du gazoduc South Stream, les autorités serbes ambitionnent d'apporter un nouveau souffle à l'économie serbe en lui garantissant par ailleurs une position centrale sur l'échiquier régional.

Des perspectives certes satisfaisantes mais qui ne consoleront pas la Serbie d'assister dans la plus grande impuissance à l'épuration des chrétiens du Kosovo.

Plaque tournante du trafic de stupéfiants, d'armes et de traite des femmes en Europe, le Kosovo accumule de tristes records en matière de criminalité organisée, de corruption et de persécutions antichrétiennes. C'est là toute la tragédie du Kosovo : au rayonnement chrétien d'autrefois a succédé la pénombre du martyr.

En 2014, le Kosovo constitue le seul territoire en Europe où les chrétiens sont menacés. Son indépendance a été reconnue par 104 pays sur les 193 que compte l'ONU.

Ivana Gajic ■

Sur cette question, nous recommandons l'excellent essai de Jacques Hogard, *L'Europe est morte à Pristina. Guerre au Kosovo, Printemps-Été 1999*, Hugo Document, 2014 (ndlr).



Volontaires de Solidarité Kosovo avec les enfants aidés.